

2022 : L'accès aux vaccins jette une ombre sur le plan de partenariat UE-Afrique

04.01.2022 2022 : L'accès aux vaccins jette une ombre sur le plan de partenariat UE-Afrique

Cet article fait partie de l'édition spéciale Politiques européennes : À quoi faut-il s'attendre en 2022 ?.

Près de deux ans après que la Commission européenne a présenté des plans pour un « *partenariat stratégique* » avec l'Afrique, et après des retards répétés, le sommet tant attendu entre l'UE et l'Union africaine, est sur le point d'avoir lieu.

Rien ne garantit que le sommet des 17 et 18 février à Bruxelles se tiendra en présentiel. Entre-temps, le président du Conseil européen, Charles Michel, s'est chargé d'une grande partie du travail diplomatique, sillonnant l'Afrique et invitant un groupe de présidents africains à une réunion préalable au sommet à la mi-décembre.

M. Michel souhaite une remise à zéro entre l'Afrique et l'Europe, « *libérée des démons du passé* ». Mais on peut s'attendre à ce que le président français Emmanuel Macron, dont le gouvernement assure la présidence tournante de l'UE jusqu'en juillet, mette en avant ses priorités, liées à une réforme plus large de la « *Françafrique* », à l'approche des

élections présidentielles françaises de mai.

M. Macron, qui a qualifié les relations de l'UE avec l'Afrique d'« *un peu fatiguées* », a défini six domaines prioritaires : les finances, l'éducation, la santé et le climat, la sécurité et les migrations, même si rien n'indique pour l'instant qu'ils soient très éloignés, en substance, des objectifs de l'UE.

Les principaux objectifs de la Commission européenne sont clairs et n'ont pas radicalement changé par rapport à son projet de mars 2020 : promouvoir sa passerelle mondiale, qui promet de mobiliser jusqu'à 340 milliards de dollars d'ici 2027 pour soutenir une transition verte et numérique dans le monde entier, et qui a été lancée le lendemain d'un important sommet Chine-Afrique qui s'est achevé à Dakar, au Sénégal, en octobre.

Elle souhaite également que son « Green Deal » devienne la référence en matière de politique environnementale, climatique, énergétique et agricole.

« *Nous investirons avec l'Afrique pour créer un marché de l'hydrogène vert qui relie les deux rives de la Méditerranée* », a déclaré en octobre Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne.

La transition verte est au cœur de l'Agenda 2063 de l'Union africaine – « *L'Afrique que nous voulons* » – et un groupe de pays, dirigé par le Maroc, augmente rapidement la production

d'énergie renouvelable.

Toutefois, les dirigeants africains seront soucieux de veiller à ce que le mécanisme d'ajustement aux frontières de l'UE en matière de carbone ne touche pas les exportations africaines de combustibles fossiles et de minéraux.

Ils rappellent que le continent africain est responsable d'environ 3 % des émissions mondiales de carbone et que les États membres de l'UE, ainsi que d'autres pays riches, n'ont pas réussi à fournir les 100 milliards de dollars par an nécessaires pour financer l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.

Distribution des vaccins

La distribution mondiale de vaccins et le redressement économique et social de la pandémie ont ajouté une nouvelle dimension aux discussions de longue date sur le commerce, la sécurité, la migration et la mobilité, le changement climatique et la transformation numérique.

La pandémie de Covid-19 a modifié les priorités politiques du partenariat, notamment du côté africain. Elle a également modifié la dynamique de la relation.

Sous l'impulsion du président sud-africain Cyril Ramaphosa, les dirigeants africains continuent de manifester leur colère à l'égard de l'accumulation de vaccins par l'Europe et des

restrictions de voyage imposées à l'Afrique.

M. Ramaphosa et son homologue kenyan Uhuru Kenyatta ont accusé l'Europe d'« *apartheid vaccinal* ». Cette rhétorique a mis M. Michel et d'autres dirigeants européens dans l'embarras et devrait inciter les dirigeants africains à exiger un prix plus élevé de la part de l'UE.

L'une des questions clés sera de savoir si l'UE et l'Union africaine peuvent trouver un compromis sur la production de vaccins. L'UE reste l'un des principaux opposants à une dérogation temporaire en matière de propriété intellectuelle, promettant au contraire de soutenir les systèmes de santé africains et la production de vaccins.

Mme Von der Leyen a promis que l'UE investirait un milliard d'euros pour renforcer les capacités de production de vaccins en Afrique, en commençant par financer des centres de production de vaccins au Rwanda et au Sénégal, où le géant pharmaceutique allemand BioNTech SE a accepté de fabriquer des vaccins contre le paludisme et la tuberculose.

Mercenaires russes

La pandémie et le Green Deal étant les principaux sujets abordés par les deux parties, on peut s'attendre à ce que les choses bougent peu en matière de commerce et de migration.

Toutefois, alors que l'UE s'apprête à revoir ses missions de

coopération militaire et de défense en Afrique, en raison de la présence accrue de la société mercenaire russe du groupe Wagner dans les États et les régions où les missions de l'UE sont actives, le sommet de février pourrait offrir une occasion de réinitialiser la politique de sécurité de l'UE en Afrique.

L'affaire du groupe Wagner souligne également que l'offre de l'UE à l'Afrique n'est pas la seule sur le marché. La Chine s'est imposée comme un important investisseur en infrastructures sur le continent. Le Royaume-Uni cherche à renforcer les liens commerciaux et d'investissement avec les nations anglophones, tandis que la Turquie et la Russie ont une approche plus axée sur la sécurité.

Le sommet de février aura également lieu quelques semaines avant le sommet États-Unis–Afrique organisé par le président américain Joe Biden, dont l'administration a promis de redéfinir les priorités de la politique africaine après quatre années de négligence sous son prédécesseur Donald Trump.

MM. Michel et Macron souhaitent tous deux que les investissements en Afrique – et le rééchelonnement de la dette – soient plus incitatifs, bien qu'ils n'aient pas encore expliqué comment cela devrait se faire.

« Nous devons faire preuve d'une solidarité totale envers les Africains. Il faut regarder les chiffres de la Banque mondiale et du FMI : entre 2020 et 2025, les économies africaines auront un besoin de financement de 300 milliards d'euros – parce qu'elles vont subir les conséquences du COVID-19 et

qu'elles devront faire face à une véritable explosion démographique », a déclaré M. Macron en décembre.

Le responsable des Affaires étrangères de l'UE, Josep Borrell, et la commissaire chargée des partenariats internationaux, Jutta Urpilainen, ont déclaré dans un communiqué commun que « *la carte de visite de l'Europe et l'offre qu'elle fait à nos pays partenaires pour répondre aux besoins d'investissement dans les infrastructures est une connectivité durable sur le plan financier, social et environnemental* ».

« *Pas de "gouffre financier" ni de "pièges à dettes", mais des projets durables qui répondent aux besoins des populations locales* ».

Pour que cela se produise, les fonctionnaires de l'UE doivent étoffer le programme.

« *Nous allons mettre en relation institutions et investissements, les banques et le monde des affaires* », a déclaré Mme Von der Leyen. Cependant, plusieurs États africains se sont plaints que les précédents instruments d'investissement de l'UE, combinant de petits montants d'investissement via le budget de l'UE et la Banque européenne d'investissement, étaient lourds, compliqués et ne généraient que rarement des investissements.

Des promesses sans substance ne permettront pas de créer un partenariat, et encore moins le « *partenariat d'égal à égal* » décrit par les responsables européens.

Source

: <https://www.euractiv.fr/section/avenir-de-lue/news/2022-lacc-es-aux-vaccins-jette-une-ombre-sur-le-plan-de-partenariat-ue-afrique/>